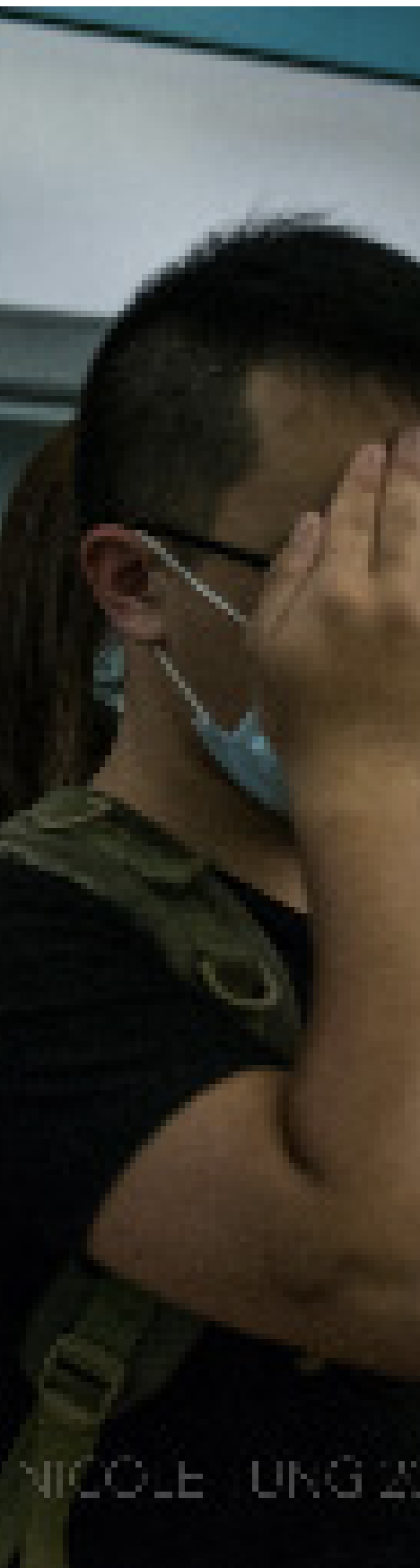




Génération eXil



Un an et demi après le début des manifestations et deux mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi controversée sur la sécurité nationale à Hong Kong, qui restreint toute expression de dissidence, de plus en plus de jeunes militants pro-démocratie choisissent l'exil. Les prémices d'un "exode massif"?

PAR ANTON STOLPER / PHOTO: NICOLE TUNG

La dernière fois que Bo San* avait donné signe de vie, c'était le 31 août 2019. Une vidéo amateur le montrait à terre, maintenu au sol dans le métro de Hong Kong, un policier sur le dos. Sur les images, la caméra s'approche d'un moment de son visage masqué, ses yeux grands ouverts et son front marqué par des bleus. Ensuite, plus rien. Sur les réseaux sociaux et les forums, la rumeur s'était alors répandue, invérifiable: Bo San serait mort. Un an plus tard jour pour jour, le voici qui réapparaît, toujours en vidéo, mais sans masque cette fois, et en position assise. Installé sur le canapé de son appartement à Londres, entouré de livres et devant un énorme drapeau "Free Hong Kong", Bo San explique: *"J'ai été inculpé pour huit crimes différents. Avant de ne plus pouvoir le faire, j'ai donc quitté Hong Kong discrètement, la nuit."*

Combien sont-ils comme lui? Impossible d'avoir des chiffres officiels, mais il est établi que les départs de l'archipel motivés par des raisons politiques se comptent désormais par centaines. Surtout depuis cet été, après que le gouvernement hongkongais a adopté une nouvelle loi controversée sur la sécurité nationale, dont l'objectif officiel est d'éteindre et de réprimer toute expression de dissidence. Avec des peines pouvant aller de dix ans d'emprisonnement à la perpétuité, quatre actes sont désormais criminalisés à Hong Kong: la sécession, la subversion, le terrorisme et la collusion avec des forces extérieures. Autrement dit tout ce que le gouvernement hongkongais, et par extension Pékin, estime être opposé à sa ligne politique. *"Les textes sont en outre très vagues, ce qui laisse beaucoup d'espace aux autorités pour en abuser"*, explique depuis Hong Kong Patrick Poon, un chercheur indépendant spécialisé dans les droits de l'homme. Pour lui, les cibles principales de cette nouvelle loi sont ceux qui militent activement pour l'indépendance de la ville ou qui font du lobbying à l'étranger. Mais le texte, avertit-il, a des effets sur la population tout entière. *"Les gens ne sont plus aussi à l'aise qu'avant pour discuter et débattre en public de la démocratie ou de l'autonomie de la ville. Et beaucoup de Hongkongais pratiquent désormais l'autocensure dans leur vie quotidienne."* En plus de la loi elle-même, d'autres décisions qui ne présagent rien de bon pour toute personne favorable à l'indépendance ont été prises. Pour appliquer les lois, une commission de la sécurité nationale va ainsi être mise en place: l'un de ses membres phares, Luo Huining, est aussi le chef de l'organisation en charge du

rapprochement entre Hong Kong et la Chine. Un nouveau bureau de sécurité nationale avec ses propres agents sera créé sur l'île, lequel n'opérera pas sous la juridiction hongkongaise, mais sous les ordres de Pékin. Enfin, la cheffe de l'exécutif de Hong Kong, Carrie Lam, dont la proximité avec la Chine est très documentée, a désormais aussi le pouvoir de désigner les juges pour les cas d'infraction à la nouvelle loi de sécurité nationale. *"Et nous n'avons aucune idée de comment les juges l'appliqueront"*, reprend Patrick Poon. *Les Hongkongais ne savent plus s'ils sont protégés par la loi de leur pays. C'est une situation très inquiétante."* À écouter le chercheur, *"les pratiques d'un régime autoritaire coulent désormais à travers la ville"*. Les chiffres confirment en tout cas cette dérive autoritaire: 370 personnes arrêtées lors d'une manifestation le 1^{er} juillet, et 300 autres le dimanche 6 septembre, en marge d'un rassemblement contre le report des élections législatives. Sans compter les descentes de la police dans tout ce que Hong Kong compte d'organisations dissidentes – médias, formations militantes, etc.

"Ils ont beaucoup pleuré"

Pour ceux qui n'ont pas encore été arrêtés et qui sont toujours en possession de leur passeport, la solution est, par conséquent, de plus en plus souvent la suivante: un aller simple en avion,

suivi d'une demande d'asile formulée à l'atterrissage dans le pays d'accueil. C'est ce qu'a fait Nathan Law. Tard dans la nuit du 2 juillet, ce jeune militant, cofondateur avec Agnes Chow et Joshua Wong du parti politique pro-démocratie Demosisto, envoyait un message à un groupe WhatsApp constitué de journalistes: "Bonjour, c'est Nathan. J'ai quitté Hong Kong et je continuerai mon activisme de l'étranger. Je ne peux pas trop révéler d'informations ni ma destination finale." Une semaine plus tard, il annonçait être à Londres sur Twitter. Avant lui, avant Bo San et avant les autres, Ray Wong, fondateur du mouvement Hong Kong Indigenous, qui milite pour l'autonomie de l'archipel, avait fait figure de pionnier. Interpellé puis libéré sous caution à la suite de sa participation à une manifestation en février 2016, il était parti quelques mois plus tard. "On m'a poursuivi pour incitation et participation à une émeute, et organisation d'une manifestation interdite. Ça aurait pu me valoir jusqu'à dix ans de prison. Je savais que je n'aurais pas un procès juste et équitable, j'ai donc décidé de m'enfuir", raconte-t-il. Ray Wong a obtenu l'asile politique en Allemagne en 2019. Un choix minoritaire. "C'est Taïwan qui accueille le plus de Hongkongais en exil, ils sont déjà environ 300 à y être, détaille-t-il. Il y en a environ 200 au Royaume-Uni, une soixantaine au Canada, et il y a aussi une grosse population en Australie (MAJ)." Il en est sûr, une fois la pandémie terminée, ces chiffres exploseront. "Il y aura un exode massif."

La plupart du temps, les départs sont précipités. "Je n'ai pas eu le temps de dire au revoir à mes amis et à ma famille, illustre Bo San. J'ai fait mes bagages et je suis parti. J'ai fait profil bas, je ne voulais pas que mes proches le sachent, sinon la police aurait pu essayer de les arrêter pour assistance à un fugitif." Ce n'est que deux semaines après son arrivée à Londres que

le jeune activiste a appelé sa famille pour lui annoncer la nouvelle. "Ils ont beaucoup pleuré, parce qu'ils savent que je ne retournerai probablement jamais à Hong Kong." Comme Bo San, Arthur* était un *frontliner*, le surnom donné aux manifestants les plus radicaux pendant les événements de l'été dernier. Il a dû partir de manière très soudaine: "Je n'ai pas pu prévenir ma famille, il s'est passé quelque chose, et le lendemain j'étais dans un avion." Que s'est-il passé? Il préfère ne pas le dire: "C'est trop risqué, malheureusement. Ils ne savent pas qui l'a fait, si vous voyez ce que je veux dire... Ou alors ils n'ont pas de preuves, donc il vaut mieux ne pas en parler." Où s'est-il enfui? Ça non plus, on ne le saura pas. La discrétion et la prudence d'Arthur sont monnaie courante chez les Hongkongais exilés. Beaucoup ont peur de témoigner, le fait même de parler à un journaliste étranger étant un acte de "collusion avec une force extérieure".

"Je n'ai pas dit au revoir à mes amis et à ma famille. Je ne voulais pas que la police les arrête"

Bo San, exilé

Et presque tous préfèrent rester anonymes et vagues sur leur destination, de peur d'être retrouvés. Pour les personnalités expatriées les plus connues telles que Ray Wong, le harcèlement de la part d'agents chinois peut en effet être quotidien et source d'angoisse. "Un jour, à Berlin, j'étais avec des étudiants hongkongais et nous étions suivis par deux hommes chinois qui n'arrêtaient pas de nous prendre en photo, raconte-t-il. Et le soir, alors que nous étions au restaurant, un homme a passé tout le repas à me filmer avec son téléphone." Plus récemment, Ray nous prévenait, sur une messagerie privée: "Bonjour, je suis désormais certain que mon compte a été infiltré. Contactez-moi via ****." Avant d'expliquer qu'un ami lui avait envoyé une adresse mail confidentielle sur la même messagerie, pourtant cryptée, avant de recevoir quelques heures plus tard un courrier dont l'objet était "Des agents chinois vous retrouveront et vous ramèneront", et dans le corps du mail, une phrase glaçante: "Ce n'est qu'une question de temps."

Traités d'extradition dénoncés

Le 31 juillet dernier, la police chinoise inscrivait Ray Wong et cinq autres activistes réfugiés à l'étranger sur le fichier des "fugitifs" en lien avec la loi sur la sécurité nationale. Ils sont inculpés d'"incitation à la sécession et collusion avec des forces extérieures". Inquiet, Ray Wong a contacté le ministère allemand des Affaires étrangères pour être rassuré: "Je leur ai demandé si j'allais bientôt être extradé, et ils m'ont répondu qu'il en était hors de question. Le lendemain, ils ont suspendu le traité d'extradition avec Hong Kong." Comme Wong, beaucoup de militants hongkongais continuent leur combat depuis leur terre d'accueil. Depuis son arrivée au Royaume-Uni, Nathan Law a ainsi fait le tour des plateaux de télévision et a été invité

par des députés à la Chambre des communes. Ces activités ont pour but de pousser les Britanniques à exercer davantage de pression sur les autorités hongkongaises et de faciliter les démarches à suivre pour que les Hongkongais puissent quitter la ville. Mission réussie: le Premier ministre, Boris Johnson, a récemment élargi l'accès au passeport britannique d'outre-mer (BNO) et facilité l'obtention de visas à quelque trois millions de Hongkongais – ceux nés avant 1997 mais aussi les membres de leur famille nés après. La nouvelle loi de sécurité "représente une violation claire et sérieuse" du traité bilatéral signé entre les deux pays au moment de la rétrocession de Hong Kong à la Chine par le Royaume-Uni en 1997, a affirmé le chef du gouvernement britannique. Situation similaire en Australie où, le 9 juillet, l'exécutif a annoncé à son tour la suspension de son traité d'extradition ainsi que de nouvelles mesures pour faciliter l'accès à la citoyenneté de ceux qui souhaitent quitter l'archipel à cause de la nouvelle réforme. Comme eux, le Canada, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont aussi suspendu leurs traités d'extradition avec Hong Kong.

De son côté, le gouvernement français a annoncé le 3 août dernier la suspension de la ratification d'un traité d'extradition signé en mai 2017 avec Hong Kong. Assis à une terrasse parisienne, Ray Wong, qui prend actuellement des vacances en France, réfléchit à haute voix: "Je ne sais pas si c'est une coïncidence ou un tour que nous joue l'histoire. Il y a 60 ans, en 1959, c'était le dalaï-lama qui s'enfuyait du Tibet. Il y a 30 ans, en 1989, c'était le massacre de Tiananmen et l'exil des étudiants chinois. L'année dernière, en 2019, c'était le début de l'exode des Hongkongais. Tous les 30 ans, il y a une nouvelle partie de la Chine d'où les gens se sentent obligés de s'échapper." ● TOUS PROPOS

RECUEILLIS PAR AS, SAUF INDIQUÉ

*Le prénom a été changé

